

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/10592
7 avril 1972
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

La lettre jointe, datée du 6 avril 1972, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République du Viet-Nam qui l'a prié de la faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

Lettre datée du 6 avril 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République du Viet-Nam

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la Proclamation de l'Assemblée nationale, datée du 4 avril 1972, ainsi que le communiqué publié le 3 avril 1972 par le Ministère des affaires étrangères de la République du Viet-Nam au sujet de l'invasion, par le Viet-Nam du Nord, de l'extrémité septentrionale de mon pays.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer les textes joints comme documents officiels du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

(Signé) NGUYEN HUU CHI

PROCLAMATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DE LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM
AU SUJET DE L'INVASION OUVERTE DE LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM PAR
LE VIET-NAM DU NORD COMMUNISTE

4 avril 1972

Au cours des derniers jours, les communistes nord-vietnamiens ont ouvertement lancé au-delà du 17ème parallèle, en vue d'envahir la zone frontalière de la République du Viet-Nam, trois divisions de leurs troupes régulières, identifiées comme la 304ème, la 308ème et la 324ème B, avec l'appui de trois régiments d'artillerie et d'artillerie anti-aérienne, d'un régiment de chars lourds et de plusieurs unités de missiles sol-air.

Par cet acte d'agression et de belligérance, le Viet-Nam du Nord a violé de façon flagrante les Accords de Genève de 1954 dont il est signataire et il a dévoilé son plan de conquête militaire de la République du Viet-Nam. Le Viet-Nam du Nord ne se soucie pas de la recherche sérieuse d'une solution négociée à la guerre, alors que la République du Viet-Nam recherche constamment une paix juste.

Pour les raisons susmentionnées, nous, réunis en Assemblée nationale de la République du Viet-Nam, proclamons solennellement à la nation et au monde que :

- 1) Nous condamnons fermement l'acte d'agression ouverte commis par les communistes nord-vietnamiens en lançant leurs troupes au-delà de la ligne de démarcation pour envahir le territoire de la République du Viet-Nam, en violation flagrante des Accords de Genève de 1954 dont le Viet-Nam du Nord est signataire;
- 2) Nous dénonçons l'action barbare des communistes nord-vietnamiens qui, par leurs bombardements effectués au hasard, ont semé la mort et la destruction chez nos compatriotes innocents;
- 3) Notre nation dans son ensemble est fermement unie dans l'appui qu'elle apporte aux forces armées de la République du Viet-Nam qui combattent pour écraser l'invasion du Viet-Nam du Nord communiste et pour protéger notre indépendance et notre intégrité territoriale;
- 4) Nous lançons un appel urgent à l'Organisation des Nations Unies et aux peuples de tous les pays du monde épris de liberté pour qu'ils appuient la lutte légitime d'autodéfense du peuple et des forces armées de la République du Viet-Nam et pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires afin de contraindre les communistes nord-vietnamiens à arrêter leur invasion et à retirer leurs troupes et leurs cadres au nord du 17ème parallèle.

Le Président du Sénat

Le Président de la Chambre des
représentants

(Signé) ...

/...

COMMUNIQUE PUBLIE LE 3 AVRIL PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM

Au cours des derniers jours, de nombreuses unités nord-vietnamiennes régulières ont ouvertement traversé la zone démilitarisée pour attaquer les postes avancés de la République du Viet-Nam dans la zone de démarcation. Les bombardements de ces zones très peuplées effectués au hasard par l'artillerie et les fusées à longue portée ont durement frappé la population civile. Des milliers de gens ont dû s'enfuir vers des zones plus sûres dans les provinces de Quang Tri et de Thua Thien.

Outre les infiltrations continues de communistes nord-vietnamiens, cette attaque s'inscrit dans le cadre de l'offensive de l'ennemi et de sa tentative d'occuper le territoire de la République du Viet-Nam au sud de la zone de démarcation.

Le Gouvernement de la République du Viet-Nam proteste énergiquement contre cette invasion flagrante par le Viet-Nam du Nord communiste et la dénonce devant l'opinion mondiale.

Abandonnant le couvert du soi-disant "Front national de libération du Viet-Nam du Sud" le Viet-Nam du nord a ouvertement utilisé ses forces régulières pour attaquer le Viet-Nam du Sud à travers la zone démilitarisée. Les forces ennemies qui ont attaqué ont été identifiées comme d'importantes unités des trois divisions nord-vietnamiennes : les 304^{ème}, 308^{ème} et 324^{ème} B appuyées par trois régiments d'artillerie et des unités d'artillerie anti-aérienne, un régiment de chars et plusieurs unités de missiles sol-air.

Cela prouve de façon éloquent que le Viet-Nam du Nord est le véritable agresseur et que le Front national de libération n'a été créé que pour duper l'opinion mondiale.

Le Viet-Nam du Nord a ouvertement traversé la zone démilitarisée en violation flagrante des Accords de Genève de 1954 et au mépris de l'accord secret conclu en 1968, au moment de la cessation des bombardements du Viet-Nam du Nord par les Américains.

La zone démilitarisée, symbole d'une solution raisonnable pour les deux zones en attendant une formule négociée en vue d'une réunification pacifique du Viet-Nam est foulée aux pieds par les Nord-Vietnamiens communistes qui l'ont utilisée comme tête de pont pour leur invasion du Viet-Nam du Sud.

Le Gouvernement de la République du Viet-Nam condamne vigoureusement la politique nord-vietnamienne d'agression armée contre le Sud.

Tandis qu'à Paris les communistes rejetaient toute discussion sérieuse et utilisaient les entretiens à des fins de propagande, les communistes nord-vietnamiens ont recouru à toutes les formes d'insurrection armée pour saper la stabilité politique du Viet-Nam du Sud et pour occuper le territoire sud-vietnamien.

Malgré les nombreux échecs cruels qu'il a essayés au cours des dernières années, le Viet-Nam du Nord communiste persiste à employer la force pour obtenir une victoire militaire au lieu d'œuvrer pour une solution pacifique au moyen de négociations.

Le Gouvernement de la République du Viet-Nam lance un appel à tous les peuples et gouvernements du monde pour qu'ils condamnent l'action des agresseurs communistes et exigent que le Viet-Nam du Nord retire immédiatement ses forces armées. Si le Viet-Nam du Nord poursuit sa politique agressive il devra assumer l'entière responsabilité des conséquences que son action pourra avoir.

Les agresseurs communistes ont essayé de lourdes pertes au cours de leurs dernières attaques. Le peuple et le Gouvernement de la République du Viet-Nam sont résolus à repousser toute offensive ou toute action belliqueuse de l'ennemi afin de protéger le territoire national et de consolider la paix dans la liberté.

